Aurélie Dort

13/12/1989 38 Avenue Rosa Parks 69009 LYON

Email: aurelie.dort@univ-lorraine.fr

Tel: 06-70-74-26-41



SITUATION STATUTAIRE

- Depuis 2019 : Maître de conférences, Faculté de Droit, d'Economie et d'Administration de Metz, Université de Lorraine.
- 2018 : Qualification aux fonctions de maîtres de conférences, Section droit public (02). Rapporteurs : Pr. Antoinette Hastings et M. Alain Pariente.
 - 2017 2019 : Auto-entrepreneur, Enseignement supérieur.
- 2014 2016 : Attachée temporaire d'enseignement et de recherche (ATER), Centre d'études fiscales et financières (EA 981), Aix-Marseille Université.
- 2011 2014 : Doctorante contractuelle chargée de mission d'enseignement, Centre d'études fiscales et financières (EA 981), Aix-Marseille Université.

PARCOURS UNIVERSITAIRE

• 2016 : Docteur en droit, mention très honorable avec félicitations du jury à l'unanimité, Faculté de Droit et de Sciences politiques, Université Aix-Marseille

Intitulé de la thèse : « Fiscalité et Sécurité sociale – Étude de la fiscalisation des ressources de la sécurité sociale », sous la direction du Professeur Éric OLIVA. Soutenue publiquement le samedi 10 décembre 2016 à l'Université Aix-Marseille.

Les membres du jury de soutenance étaient : Jean-Luc Albert (Président du jury), Professeur à l'Université d'Aix-Marseille ; Étienne DOUAT (Rapporteur), Professeur à l'Université de Montpellier — IPAG ; Vincent DUSSART (Rapporteur), Professeur à l'Université de Toulouse 1 Capitole ; Jean-Luc MATT, Maître des requêtes au Conseil d'État ; Éric OLIVA (Directeur de thèse), Professeur à l'Université d'Aix-Marseille ; Caterina SEVERINO, Maître de conférences HDR à l'Université de Toulon

Prix des éditions législatives pour la meilleure thèse en droit public de l'année, Aix-en-Provence.

- 2011 : Master 2 Recherche « Finances publiques et fiscalité », Université Aix-Marseille 3
 Major, Mention Très bien (17,025)
 - 2010 : Master 1 Droit public, Université Jean Moulin, Lyon 3
 - 2009 : Licence de Droit, Université Lumière Lyon 2
 - 2006 : Baccalauréat Scientifique, Lycée Récamier (69002)

AFFILIATIONS SCIENTIFIQUES

- Membre de l'Institut de Recherches sur l'Evolution de la Nation Et de l'Etat (IRENEE), Université de Lorraine (EA 7303), dirigé par M. le Professeur Ch. Fardet depuis 2019.
- Membre associé du Centre d'Etudes fiscales et financières (EA 891), Aix-Marseille Université, dirigé par M. le Professeur Th. Lambert depuis 2017.
- Membre associé du Centre d'Etudes et de Recherches Financières et Fiscales (CERFF) dirigé par M. le Professeur L. Stankiewicz au sein de l'Équipe de droit public de Lyon (E.D.P.L.), Université Jean Moulin Lyon 3 (EA 666), dirigée par M. le Professeur Ch. Roux depuis 2020.

ENSEIGNEMENTS

Cours magistraux

• 2019 – 2021 :

Cours magistral à la Faculté de Droit, d'Economie et d'Administration de l'Université de Lorraine, Metz : Droit fiscal des entreprises 1 (Master 1 - 36h) ; Droit fiscal des entreprises 2 (Master 1 - 36h) ; Fiscalité du patrimoine (Master 1 - 36h) ; Fiscalité des entreprises (Master 1 AES – 30h) ; Introduction au droit (L1 – Parcours accès santé – 48h). Cours Magistral à l'Institut Sorbonne-Kazakhstan, Almaty : Tax System (DU IFELES – 18h)

• 2017 – 2019 :

Cours magistral à la Faculté de droit de l'Université Jean-Monnet, Saint Etienne : Droit administratif (Capacité - 30h) Cours magistral à l'Institut d'administration des entreprises (IAE), Saint Etienne : Introduction au droit (Licence 1 - 26h) Cours magistral au CPAG de Grenoble : Finances publiques (Master 2 - 50h), Droit constitutionnel (5h).

Cours magistraux à la Faculté de droit de l'université Lumière, Lyon 2 : Finances et comptabilité publique (Master 1 - 31h) ; Droit financier des collectivités territoriales (Master 2 - 15h).

Cours de Droit fiscal, à l'Institut régional universitaire polytechnique, Saint Etienne (84h).

Cours à l'EM Lyon, Saint Etienne : Environnement juridique de l'entreprise (48h), Introduction au droit civil et commercial (48h).

Travaux dirigés

• 2017 – 2019 :

Travaux dirigés à l'Université Jean Monnet, Saint Etienne, Faculté de droit : Droit constitutionnel (Licence 1 - 172h, Licence 3 – 20h), Droit fiscal (Licence 2 - 36h).

Travaux dirigés au Centre Universitaire Roannais, Roanne : Droit administratif (Licence 2 - 60h).

2011 – 2016

Travaux dirigés à l'Université Aix Marseille, Faculté de droit, en :

Droit constitutionnel (Licence 1 - 162h), Finances publiques (Licence 2 - 94,5h), Introduction au droit fiscal (Licence 3 - 67,5h), Collectivités locales (Master 1 - 52,5h), Droit fiscal approfondi (Master 1 - 42h), Finances locales (Master 1 - 31,5h), Contrôle et contentieux fiscal (Master 1 - 21h).

PUBLICATIONS

Ouvrages et publications à paraître :

- 2020/2021 « Les choix thérapeutiques sous le prisme du juge constitutionnel français », Politeia.
 - « Le financement de la réserve opérationnelle, un décalage persistant entre les choix budgétaires et les objectifs affichés », Publication à venir dans un ouvrage collectif suite à un colloque.
 - « Les ressources de la protection sociale dans les collectivités françaises du Pacifique (La Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et Wallis-et-Futuna) », Ouvrage collectif.
 - « L'impôt, un instrument de justice fiscale au service de la justice sociale », », Publications à venir dans un ouvrage collectif suite à un colloque.
 - « La réponse française face à la crise sanitaire, l'aube d'une nouvelle crise financière », Revue de l'euro.

Ouvrages et articles publiés :

- 2021 « Finances et fiscalité sociales », Lexbase, Hebdo édition fiscale n°849, 7 janvier 2021.
 - « Les finances sociales et la crise », Lexbase, Hebdo édition fiscale n°849, 7 janvier 2021.
- 2020 « Le financement des dépenses de santé, une recherche constante d'économies », RFFP, n°151, 2020, pp. 211-232.
- « La jurisprudence de la CJUE du 14 mars 2019 (Affaire C-372/18, Ministre de l'Action et des comptes publics contre M. et Mme Raymond Dreyer), ou l'affaire De Ruyter Bis », *Droit & Santé*, 2019, n°90, 2019, pp.664-667.
 - « Fiscalité et Sécurité sociale Étude de la fiscalisation des ressources de la sécurité sociale », Paris,
 L'Harmattan, Coll. Finances publiques, 736 p.
- « La réforme de la CSG, la réalisation d'une promesse de campagne », *Droit & Santé*, 2018, n°81, 2018, pp.140-142.
 - BONNEVILLE (F.) et DORT (A.), « Le CICE et ses conséquences, retour sur les conditions institutionnelles d'un échec », Gestion & Finances publiques, 2018, n°1, pp.59-66.
 - « Sécurité sociale, la mise en œuvre d'une réforme sociale », in BLANCHON (C.), DEFLINE (J.), DORT (A.), GIARD (J.), VEYRIER (S.) et YTIER (D.), « Acrostiche pour le doyen Orsoni : en très cordial hommage », De l'esprit de réforme et de quelques fondamentaux, Mélanges en l'honneur du professeur Gilbert Orsoni, 2018, Aix-Marseille, PUAM, pp.56-57.
 - « Impositions affectées et protection de l'environnement, entre intérêt budgétaire et environnemental », in SCHMITT (S.), FUMAROLI (V.) (dir.), La fiscalité environnementale : une composition improbable d'attentes, de doutes et de pragmatisme, 2018, Aix-Marseille, PUAM, pp.165-180.
 - « La requalification des revenus versés à un médecin par sa caisse de retraite en revenus de remplacement CE, 23 mars 2018 », n°410997, *Droit & Santé*, n°84, 2018, pp.677-680.
 - « Les incidences financières des normes d'accessibilité au patrimoine », Gestion & Finances publiques, 2018, n°6, pp. 45-50.

- « La protection juridictionnelle des droits fondamentaux par la CJUE au regard de la crise et de l'équilibre budgétaire », in TANASESCU (E. S.) et OLIVA (É.) (dir.), *Droits fondamentaux, équilibre budgétaire et protection juridictionnelle*, Paris, LGDJ, Lextenso Éd., Institut universitaire Varenne, Coll. Colloques et essais, 2017, pp.171-193.
 - Dix-sept entrées, in ORSONI (G.), CABANNES (X.) (dir.), Dictionnaire encyclopédique de finances publiques, Paris, Economica, 2017.
 - « La solidarité financière européenne face à la crise migratoire », Gestion & finances publiques, 2017, n°4, pp.16-23.
- « L'équilibre budgétaire en Norvège : une autodiscipline de rigueur à défaut d'une rigueur imposée », Revue française de finances publiques, 2015, n°131, pp.157-176.
- « L'équilibre financier de la Sécurité sociale et la contribution sociale généralisée, ou "à l'impossible nul n'est tenu" », Gestion & finances publiques, septembre-octobre 2014, n° 9-10, pp. 83-92.
- « Le régime d'aide sociale en Alsace-Moselle », Revue de droit sanitaire et social, 2012, n° 4, pp.723-732.

COMMUNICATIONS ORALES

- Intervention sur « Pandémie et Finances publiques en France » lors d'une table ronde sur « Crise sanitaire et finances publiques : Vers une réinvention de la souveraineté économique ? Regards croisés sur la France et l'Allemagne pendant la pandémie », en visioconférence, le 19 juin 2020.
 - Intervention sur « L'impôt, un instrument de justice fiscale au service de la justice sociale », dans le cadre du projet ANR-Accords bilatéraux 2013 (France-Roumanie), « Du paquet fiscal à la Constitution : élaboration d'un statut normatif de la règle d'équilibre budgétaire » sur « Le juge constitutionnel face à la justice fiscale », à Aix-en-Provence, le 31 janvier 2020.
- Intervention sur « Les choix thérapeutiques sous le prisme du juge constitutionnel français », lors de la journée d'études franco-italienne sur « La constitutionnalisation de la santé en France et en Italie », à Saint Etienne le 22 mars 2019.
- Intervention sur « Les incidences financières des normes d'accessibilité au patrimoine », lors du colloque sur « Le patrimoine local à la lumière du droit financier des collectivités territoriales », à Lyon le 14 septembre 2018
- 2017 Intervention sur « Fiscalité et sécurité sociale Fiscalisation des ressources de la Sécurité sociale » lors de la 3e édition des Rencontres jeunes chercheurs et acteurs de la protection sociale à la Sorbonne le 1er juin 2017.
 - Intervention sur « La solidarité financière européenne face à la crise migratoire » lors du colloque sur « La solidarité financière européenne Identification des enjeux nationaux et territoriaux », à Rennes, les 26 et 27 janvier 2017.
- Intervention sur « La protection juridictionnelle des droits fondamentaux par la CJUE au regard de la crise et de l'équilibre budgétaire » à la journée d'études sur *Droits fondamentaux*, équilibre budgétaire

et protection juridictionnelle, dans le cadre du projet ANR-Accords bilatéraux 2013 (France-Roumanie), « Du paquet fiscal à la Constitution : élaboration d'un statut normatif de la règle d'équilibre budgétaire », à Aix-en-Provence, le 12 juin 2015.

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES

- 2020 ... Co-directrice du M1 Droit fiscal, Université de Lorraine, Metz.

 Correspondant Pédagogie et numérique de l'UFR DEA

 Référent TICE, Numoc et Pix.
- 2016 2017 Organisation matérielle des cycles de conférence du CEFF.
 Gestion du fonds documentaire du CEFF.
- 2014 2016 Membre du Projet ANR-Accords bilatéraux 2013 (France-Roumanie), « Du paquet fiscal à la Constitution : élaboration d'un statut normatif de la règle d'équilibre budgétaire », dirigé par M. le Professeur Éric Oliva.
- 2013 2016 Représentante des doctorants du Centre d'études fiscales et financières, Aix-Marseille Université.

AUTRES ACTIVITES SCIENTIFIQUES

- Co-organisation avec J. Germain d'une université d'été franco-allemande de finances publiques à destination des jeunes chercheurs, à Metz du 23 au 25 juin 2021.
- Co-organisation avec J. Germain d'une table ronde virtuelle sur « Crise sanitaire et finances publiques : Vers une réinvention de la souveraineté économique ? Regards croisés sur la France et l'Allemagne pendant la pandémie », 19 juin 2020.
- 2019 2020 Admissible au concours d'agrégation de droit public.
 Soutenances de mémoire de M2 Université de Lorraine, Metz.
 Direction de mémoires et rapports de stage M1 et M2 Université de Lorraine, Metz.
- 2018 2019 Direction de mémoires et rapports de stage M1 et M2 Université Lumière Lyon 2
- Participation à une leçon de 24h au concours d'agrégation Spécialité finances publiques et droit fiscal. Le sujet tiré par le candidat était « La dépense publique ».
- 2016 Participation à une leçon de 24h au concours d'agrégation Spécialité finances publiques et droit fiscal, au sein d'une équipe formée par le candidat. Le sujet tiré par le candidat était « Le secret ».
- Stage au Conseil constitutionnel du 30 septembre au 31 décembre 2013 : Contrôle qualité ; recherche des cavaliers sociaux et budgétaires sur la Loi de finances pour 2014, la Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014, la Loi sur la fraude fiscale et la Loi de finances rectificatives pour 2013 ; historiques, veilles juridiques, etc.